

Une politique pour l'environnement

**Sylvie Mayer
biologiste,
responsable
du secteur
environne-
ment du PCF
et Alain
Lipietz, éco-
nomiste et
dirigeant
national des
Verts débat-
tent de la
politique d'en-
vironnement
qui peut être
la plus effica-
ce.**

Clarté : La préservation de l'environnement est-elle de la responsabilité des gens ?

Alain Lipietz : Assurément, si par "les gens", on entend "tous les individus", indépendamment de leur inscription dans les rapports sociaux de production, alors oui, la préservation de l'environnement est la responsabilité des "gens". Emporter ses ordures quand on pique-nique, laisser sa voiture au garage quand existent des transports en commun, régler convenablement le chauffage chez soi, éviter les bruits inutiles, etc... autant de conduites "responsables". A vrai dire, on peut caractériser la contradiction écologique comme "le rapport de chacun à tous les autres face à l'environnement", étant entendu que, pour la plus grande part, "l'environnement, c'est les autres". L'environnement est un rapport social où le mal ne vient pas d'un "Grand Extérieur" (l'Impérialisme, le Grand Capital et l'Etat à son service...), mais de la composition des conduites irresponsables de chacun d'entre nous.

Cela dit, pour être responsable, on n'en est pas forcément coupable. Car tous n'ont pas les mêmes pouvoirs. Le paysan misérable des lisières de la forêt amazonienne est responsable de l'acte "rationnel", de son point de vue, qui consiste à brûler un coin de forêt pour survivre, mais il n'est pas coupable de l'absence de réforme agraire au

Brésil. Pas plus que les planteurs de coton autour de la mer d'Aral ne sont coupables pour la politique soviétique de "mise en valeur" du Kazakhstan. Le modèle automobile, et l'urbanisme éclaté qui va avec, comme l'insuffisance des transports en commun, ne sont pas le fait des banlieusards condamnés, pour se rendre à leur travail, à polluer les autres par leurs gaz d'échappement et leurs bruits...

Sylvie Mayer : La préservation de l'environnement est de la responsabilité des gens à deux niveaux: un niveau individuel, celui de chaque citoyen qui doit être conscient de son impact sur l'environnement et avoir un comportement responsable vis-à-vis de la nature et des autres. Cela exige que des efforts d'information et de formation soient faits particulièrement en direction de la jeunesse, "il faut faire comprendre ce qu'est un écosystème, un cycle écologique, il faut informer sur les lois et les dispositifs de lutte contre la pollution, sur les ressources disponibles, etc", afin que chacun puisse agir en toute connaissance de cause.

Il y a un autre niveau de responsabilité, collectif celui-là qui est celui d'exiger que les moyens existent pour préserver l'environnement. Dans l'entreprise où il travaille, dans la ville, dans la région où il vit, le citoyen doit pouvoir s'informer

et intervenir, agir avec d'autres pour que la nature soit respectée, que le cadre de vie soit satisfaisant. Qu'il s'agisse de production, de transports, de protection du paysage, d'aménagement du territoire, la démocratie est une exigence pour valoriser l'environnement.

Une politique de préservation de l'environnement peut-elle se contenter de mesures incitatives et d'un appel à la responsabilité individuelle de chacun ?

A.L. : Si des myriades de décisions individuelles peuvent concourir à améliorer massivement l'environnement, elles ne peuvent renverser les tendances lourdes, inscrites dans les infrastructures par exemple, que par le biais du politique. Abandonner le Tout-nucléaire, le Tout-autoroute et le Tout-TGV, suppose des citoyens conscients, mais ceux-ci ne peuvent créer les conditions matérielles de changement de leur mode de vie qu'en portant au pouvoir des alliances comprenant des partis écologistes. Ces alliances à leur tour auront une double responsabilité:

- accélérer les évolutions culturelles, ce qui peut exiger d'aller au-delà des "incitations", jusqu'aux limitations et aux interdictions: que l'on songe à la levée de boucliers contre une mesure comme le permis à points, qui s'est pourtant révélée si efficace. De même, l'édiction de normes, par exemple en matière d'isolation thermique et sonore dans les bâtiments, permet des progrès collectifs beaucoup moins coûteux que les incitations individuelles;

- créer des équipements alternatifs aux modes de produire et de consommer les plus polluants: réseaux de transports collectifs denses et sûrs, recherche et développement de sources d'énergie sûres et non-polluantes, etc.

Cette nécessité du détour par le politique pour faire avancer la défense de l'environnement explique la participation des écologistes aux élections et leur tactique dans les assemblées à majorité productiviste. C'est, par exemple, la raison pour laquelle les écologistes, au Conseil Régional d'Ile de France, ont suspendu le vote du budget au triplement des dépenses de restauration de l'environnement (eau, air, bruit, etc...), à l'inversion du rapport automobile/transports collectifs (1/3, 2/3), au développement de l'aide aux quartiers en difficulté, etc...

S.M. : Bien sûr cela ne suffit pas! Chaque pays doit aujourd'hui prendre des dispositions qui intègrent la question de l'environnement dans tous les domaines d'activité. Ainsi en matière de transport, il faut des lois et des mesures financières qui découragent le transport par route, mais il faut aussi développer les infrastructures ferroviaires qui permettent effectivement un transport sur rail aussi compétitif pour les entreprises que le transport par route. Récemment, des organisations de

voyages pour enfants déplorait que les tarifs, les horaires et les conditions de voyage imposés par la SNCF pour les colonies de vacances les contraignent à revenir au voyage en car. Autre exemple, celui de l'eau, il faudrait une loi qui traite du problème très globalement: quelles sont les ressources disponibles, quels sont les besoins actuels et futurs et donc les aménagements nécessaires pour satisfaire ces besoins, quels sont les investissements nécessaires pour protéger l'eau et la dépolluer et qui doit faire l'effort financier. Je suis d'accord avec A. Lipietz, pour que de telles orientations soient prises il faut une volonté politique. Mais l'alternative n'est pas celle de l'écologie contre le productivisme, elle est celle de choix anticapitalistes car le profit s'oppose à toute politique d'environnement.

Faudrait-il limiter la progression de la consommation et de la production pour préserver l'environnement ?

A.L. : Produire, disait Marx, c'est toujours déplacer de la matière ou changer sa forme. On peut réorienter la civilisation vers des activités de plus en plus "tertiaires" (qui consomment moins de matière), on peut produire plus avec moins de matière et d'énergie, mais il y aura toujours des "restes": des déchets, de la chaleur perdue, des gaz d'échappement.

C'est pourquoi Marx prophétisait qu'au stade de l'automation, ce ne serait pas la croissance du produit matériel, mais la croissance du temps libre, qui deviendrait l'indice du progrès humain. Tel est bien le point de vue des écologistes: ils proposent de faire de la réduction du temps de travail l'objectif stratégique dans la répartition des gains de productivité.

Cette réduction du temps de travail, comme objectif stratégique, doit être bien distinguée de la proposition conjoncturelle de partage du travail, pour lutter contre le chômage, dont les écologistes sont également partisans. Dans ce dernier cas, il s'agit de réduire le temps de travail très vite, c'est-à-dire à productivité quasi constante. Il s'agit bien alors de répartir la même quantité de travail sur un plus grand nombre de personnes, ce qui s'analyse comme un reversement massif de plus-value relative aux salariés, dès l'instant qu'il y a compensation salariale, intégrale ou pas. Dans ce cas, les écologistes proposent qu'elle ne soit intégrale que pour les bas revenus.

D'une manière plus générale, les écologistes misent davantage sur la redistribution que sur une production supplémentaire pour améliorer l'environnement et faire progresser la justice sociale. Qui dit redistribution implique nécessairement que certains revenus et certaines consommations diminuent !

Cette banalité a une signification géo-stratégique importante. Aujourd'hui la production matérielle

● Un kilomètre d'autoroute en milieu urbain coûte de 500 millions à un milliard de francs. Pour transporter 50.000 passagers à l'heure, il faut une ligne de métro, ou une autoroute à 66 voies, soit 25 fois plus de surface...

● Pour Paris, les projets de J. Chirac permettront à 50.000 privilégiés payants de se rendre rapidement à leurs rendez-vous d'affaires. Avec les mêmes moyens financiers, on pourrait réaliser trois lignes souterraines de R.E.R. pour un million d'usagers quotidiens.

● Selon Euroconsult, on créerait 4 emplois pour la valorisation de 1.000 tonnes de déchets recyclables, soit 35.000 dans toute l'Europe, rien que pour la collecte et le transport des déchets.

*Sylvie Mayer :
"l'alternative
n'est pas celle
de l'écologie
contre le
productivisme,
elle est celle
de choix
anticapitalistes
car le profit
s'oppose à
toute politique
d'environnement."*

Page 37 : Notre environnement vu de l'espace : la région de Hong-Kong photographiée par le satellite Spot. © Fotogramstone.

*Alain Lipietz :
"Aujourd'hui la
production
matérielle
atteint des
limites dont le
Nord-Ouest
du monde
cherche à
repousser les
effets négatifs
vers le Sud et
vers les
générations
futures."*

atteint des limites dont le Nord-Ouest du monde cherche à repousser les effets négatifs vers le Sud et vers les générations futures. La dérive de l'effet de serre en est l'exemple le plus politiquement éclairant. Un monde de 10 milliards d'habitants n'aurait droit qu'à des rejets de 500 kg d'équivalent carbone dans l'atmosphère, par personne et par an, pour assurer la stabilisation de l'effet de serre. Nous sommes deux fois moins nombreux, mais chaque Français rejette 2 tonnes, et chaque Américain du Nord... 5 tonnes! Pour sauver l'écosystème, tout en laissant la majorité la plus pauvre du monde accéder à un niveau de vie décent, il ne suffira pas du progrès technique, il faut une réorientation du progrès et une redistribution des richesses et des "droits" sur l'environnement, au Nord et au Sud, et du Nord vers le Sud.

S.M. : Il y a certes des gens qui consomment plus que nécessaires: on consomme beaucoup plus d'eau et d'électricité à Neuilly qu'à Ivry... Mais dans l'ensemble, il y a beaucoup de besoins non satisfaits, il y a -y compris dans les pays développés- des gens qui ne mangent pas à leur faim, qui ont un logement trop petit et inconfortable, qui ne partent pas en vacances et ne peuvent aller au cinéma ou au théâtre. Si on ajoute à cela les immenses besoins du Tiers-Monde, on voit qu'il faut encore produire. Le problème c'est produire quoi et comment?

Il faut chercher à produire propre, en économisant des ressources, en utilisant des circuits fermés, en récupérant l'énergie, etc... Et puis il faut produire non en fonction des créneaux les plus rentables à court terme, mais en fonction des besoins à satisfaire. Il est odieux par exemple que des firmes comme Rhône-Poulenc choisissent de ne pas produire tel médicament nécessaire dans le Tiers-Monde parce que les pays concernés ne sont pas solvables. Il est tout aussi odieux de produire des pesticides interdits dans nos pays pour les vendre à des pays pauvres. Il y a certes nécessité d'un partage plus équitable des richesses et de diminuer le temps de travail sans diminuer les salaires, mais le problème de fond c'est moins la quantité de production et de travail que leur qualité et leur contenu!

Les hommes sont-ils trop nombreux sur la Terre pour que les équilibres écologiques soient préservés et faut-il faire stagner ou régresser le nombre d'humains sur la planète ?

A.L. : Cette question suppose que tous les humains consomment et polluent de la même façon! Or, un enfant du Niger consomme 150 fois moins qu'un enfant des Etats-Unis. Inversement, une femme tanzanienne utilise 30 fois plus d'énergie primaire pour la cuisson qu'une femme japonaise... Les questions essentielles sont donc:

- 1) limiter la surconsommation des riches;
- 2) améliorer la "propreté" des techniques en commençant par celles utilisées par les plus pauvres. C'est pourquoi les ONG(1) d'environnement et de développement, réunies au Forum global lors de la Conférence de Rio, ont rejeté les thèses qui fonderaient la nécessité du contrôle des naissances sur des risques écologiques globaux. Le contrôle des naissances est en revanche un objectif à poursuivre du point de vue du droit des femmes à disposer de leur corps, et aussi parce que la surnatalité peut être un obstacle au développement soutenable local.

S.M. : La démographie croissante est certes un problème aigu, d'autant plus que les problèmes écologiques, la désertification, la faim poussent des millions de gens vers les bidonvilles des grandes mégapoles comme Adis Abeba (80% de population en bidonvilles), Kinshasa (60%), Mexico (45%) ou Bangkok (20%). Cela dit, il ne faut pas inverser le problème: la Conférence de Rio l'a montré, c'est la pauvreté qui engendre la démographie galopante et non le contraire. C'est aussi le Club de Rome qui dans son dernier rapport énonce: "le seul frein à l'explosion démographique c'est le développement économique". Une maîtrise de la démographie et des mouvements de la population nécessite en premier lieu des mesures efficaces contre la pauvreté. L'annulation de la dette est le premier de ces moyens. On peut aussi évoquer des expériences actuelles qui ont lieu en Chine pour fixer la population en zones rurales par la création de PME sur tout le territoire.

La solution est-elle de faire payer les pollueurs?

A.L. : Le principe "pollueur-payeur" est un moyen efficace d'intégrer les "coûts externes" sur l'environnement au prix de production. Il n'est pourtant pas une panacée. Les normes sont souvent plus efficaces (va-t-on faire payer une redevance à un motard qui réveille tout un quartier à 1 heure du matin?), elles sont parfois obligatoires (dans le cas des activités à proscrire). Par ailleurs, le principe "pollueur-payeur" se dégrade souvent en une "mutualisation des coûts externes": on paye (quand on en a les moyens) et après on fait ce qu'on veut...

S.M. : Entendons-nous bien: les responsables de pollutions chroniques ou accidentelles doivent être pénalisés de manière dissuasive, par des amendes élevées ou des peines de prison, voire des fermetures temporaires d'installations. Mais taxer les émissions polluantes permanentes dans l'air ou dans l'eau revient en fait à donner le droit de polluer aux industriels. Ils intègrent la taxe dans le prix de leurs produits et le tour est

Ci-contre : Ernest Pignon-Ernest et Claude Guéhenne : Sculptures bio-végétales constituées par une accumulation de cellules végétales.



ni. Sur
es des
liques
solaire

joué. Aux Etats-Unis, le "clean air act" qui est la loi anti-pollution de l'air donne le droit aux industriels de céder les volumes de pollution non utilisés à d'autres industriels. Résultat, ils ne les cèdent pas mais les vendent et spéculent dessus, il y a des "crédits de pollution" cotés en Bourse!

Il faut des lois qui obligent les industriels à mettre en oeuvre les technologies les plus efficaces et à investir dans la production propre et la dépollution.

Pourrait-on produire propre ?

A.L.: On peut toujours produire propre, on ne produira jamais absolument propre. Cette entropie croissante est la contrepartie de la "mise en forme de la matière" par le travail humain. C'est pourquoi il est sage de viser plutôt une croissance du bonheur par une redistribution, à niveau de produit modérément croissant, et par une croissance du temps libre.

S.M.: On produit déjà beaucoup plus propre qu'il y a 10 ou 50 ans. Grâce aux avancées technologiques, de très grands progrès ont déjà été faits, sous la pression de l'opinion publique, mais aussi parce qu'au bout du compte une entreprise a tout intérêt à ne pas gaspiller les ressources naturelles et l'énergie qu'elle utilise. Par exemple, en 1960, il fallait 15 kilos de fluor pour produire une tonne d'aluminium; aujourd'hui il en faut moins de 750 grammes. Autre exemple, celui de la consommation des lampes d'éclairage: on sait aujourd'hui en fabriquer qui donnent une puissance équivalente à 50 Watts en n'en consommant que 5. Les nouveaux matériaux permettent d'énormes économies de ressource: lubrification sans huiles, meilleure diffusion des produits de traitement dans l'agriculture grâce à l'utilisation de buses en céramique... Il y a réellement des possibilités de diminuer la quantité de polluants, de travailler en circuits fermés, de diminuer le bruit produit, etc... Il faut y mettre les moyens en recherche, en investissement, en formation.

Quels moyens, quelles activités nouvelles supposeraient une politique de l'environnement

efficace ?

A.L.: Avant de parler de moyens supplémentaires et d'activités nouvelles, il faut rappeler avec force que l'environnement ne coûte rien. Ce qui coûte, ce sont les dégradations de l'environnement causées par les activités actuelles. Il est plus sage, moins coûteux, plus efficace, de s'abstenir de polluer que de polluer puis réparer.

Cependant, ces activités correspondent le plus souvent à des besoins réels. La vraie question est donc: peut-on satisfaire les besoins actuellement incompressibles (se loger, se vêtir, se chauffer, communiquer, se déplacer, etc.) en respectant mieux l'environnement que nous empruntons aux générations futures?

Cela suppose en effet d'énormes mutations de nos infrastructures. Brider la croissance des villes tentaculaires (comme la mégapole parisienne), redistribuer l'activité sur le territoire, rapprocher l'habitat du travail et développer un vaste secteur de maintenance de l'environnement urbain, donner la priorité absolue aux transports en commun, démanteler le système électro-nucléaire et rebâtir un service public de l'énergie à moindre risque, réorienter l'agriculture vers la mobilisation des ressources paysannes locales... Le chantier du "développement soutenable" est inépuisable.

S.M.: Contrairement à A. Lipietz, je pense que l'électricité d'origine nucléaire est l'un des moyens de protéger l'équilibre de la planète, à condition bien sûr de faire de la sûreté et du traitement des déchets les priorités, et de développer par ailleurs toutes les autres formes d'énergie les moins polluantes. Cela dit, je crois avoir montré un certain nombre de moyens. Le premier c'est la démocratie qui permet à chacun d'intervenir en connaissance de cause. Pour une politique de l'environnement réellement efficace, il faut que la satisfaction des besoins humains soit vraiment au coeur des préoccupations. Ce n'est vraiment pas le cas aujourd'hui avec le libéralisme. En considérant l'eau, l'énergie, les déchets comme des marchandises, le capitalisme fait la pire des politiques. Je crois d'ailleurs qu'il faudrait que la production et la distribution de l'eau et de l'énergie, le traitement des déchets, l'organisation du réseau de transport de marchandises et du transport collectif demeurent ou deviennent des missions de service public. Le profit est dans quasiment tous les cas à l'origine des accidents de l'environnement. Il est aussi à l'origine de la pollution chronique. C'est bien aux racines de la dégradation de l'environnement qu'il faut s'opposer pour être efficace.

DÉBAT RÉALISÉ PAR JEAN-FRANÇOIS DOUSSIN

(1) Organisations Non Gouvernementales